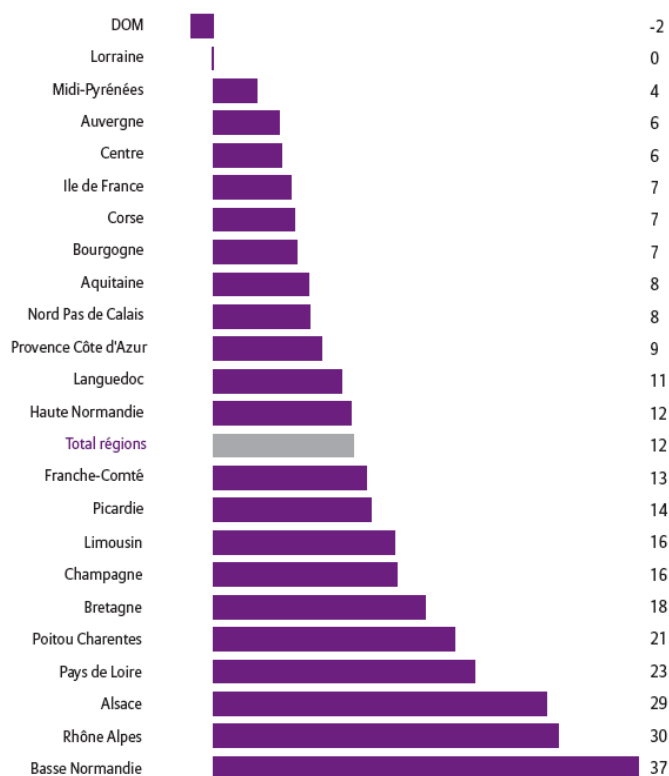


■ CHIFFRES CLES

Variation du nombre de défaillances 2009-2008

variation en %, cumul 12 mois à fin décembre



Source: Euler Hermes

Progression des défaillances dans les secteurs en 2009



■ ANALYSE

La situation des entreprises reste pour le moins délicate, après la forte sinistralité 2009 atténuée par les mesures de soutien.

Le bilan 2009 des défaillances en France est sans appel : aucun secteur, aucune région, aucune taille d'entreprise n'a été épargnée. Avec 64 661 défaillances, la France a retrouvé les niveaux record de défaillances atteints en 1993. Pourtant, avec une récession en 2009 (-2,2%) supérieure à celle de 1993 (-0,9%), ces chiffres auraient pu être encore plus importants. En effet, même s'il s'agit d'une récession historique pour la France, celle-ci reste la plus faible récession de la zone euro en 2009, grâce à une moindre dépendance au commerce extérieur et à une consommation des ménages plus forte qu'ailleurs en Europe. Les mesures de soutien mises en place par le gouvernement et les mécanismes de stabilisateurs automatiques - 80 milliards d'euros injectés en 2009 - ont par ailleurs contribué à endiguer la chute d'activité de l'hiver 2008-2009 et permis à des milliers d'entreprises de franchir le seuil de l'année 2010. « Le bilan 2009 aurait pu être plus lourd : on estime qu'au moins 6000 entreprises ont été « sauvées » par ces mesures. Mais il y a un risque de report sur 2010 de ces défaillances qui auraient dû intervenir en 2009. Nous prévoyons donc cette année un maintien de la sinistralité à un niveau élevé avec une augmentation des défaillances estimée entre 0% et 5% », estime **Karine Berger, directrice Marchés et Marketing Groupe Euler Hermes.**

« Le retour à une croissance faiblement positive pour 2010 (1%) va permettre de stabiliser la situation après la forte chute de l'année dernière mais il est trop tôt pour considérer que la reprise est véritablement enclenchée. Les évolutions de défaillances d'entreprises et de défaut de remboursement des crédits (ménages et entreprises) continuent de faire peser des risques conséquents sur l'économie et nécessitent de maintenir la forte mobilisation de tous les acteurs économiques mise en place l'année dernière », conclut **Ludovic Sénécaut, président du directoire d'Euler Hermes SFAC.**